

Pour un Pôle des Luttes à la Marche des Fiertés de Paris le 26 juin 2021 !

Ces deux dernières années ont été particulièrement éprouvantes pour les personnes LGBTI. La pandémie du COVID 19 nous a particulièrement touché-e-s : encore une fois, en période de crise, ce sont les personnes déjà fragilisées qui se retrouvent davantage précarisées : LGBTI, séropos, putes, racisées, grosses, vivant avec un handicap... La liste est longue et non exhaustive.

La fermeture des lieux communautaires d'un côté et l'injonction au repli sur la cellule familiale de l'autre ont eu un impact particulièrement néfaste sur notre santé physique et mentale alors que les LGBTI, en particulier les jeunes, ont un taux plus élevé de suicide et de tentative de suicide que dans le reste de la population. Les inégalités socio-économiques ont explosées en nous affectant au même titre que l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.

Nous entrons dans la 40ème année de VIH, toujours pas de vaccin et le taux de dépistage connaît un net recul ce qui fragilise encore plus nos populations et exacerbe la difficulté de l'accès aux soins pour nos communautés, la politique de casse de l'hôpital public y étant pour beaucoup.

Dans le même temps, le gouvernement Macron, bien qu'il fasse grand usage du *pinkwashing*, a continué sa politique de destruction de nos droits (au travail comme de nos droits démocratiques) et sa politique raciste et réactionnaire dont la loi dite séparatisme aura été le point culminant d'une surenchère islamophobe.

Nous dénonçons le tournant sécuritaire et fascisant pris avec élan par les institutions politiques et médiatiques de ce pays : la France n'a de démocratique que le nom. L'état d'urgence a précipité l'adoption de mesures liberticides. De la loi sécurité globale à l'exclusion des femmes voilées, en passant par la censure de nos luttes et de nos existences sur les réseaux sociaux (loi Avia), les violences policières sans précédent et impunies, les interdictions de manifester et la hausse des discours homophobes, lesbophobes, transphobes, sexistes, racistes, fascistes et autoritaires. Ne banalisons pas la montée de ce fascisme d'Etat qui s'appuie sur le système hétéropatriarcal pour nous broyer, nous étouffer et nous tuer.

La PMA promise depuis 2012 n'a toujours pas été promulguée alors que la loi proposée est une loi au rabais puisqu'elle exclut les personnes trans et crée une filiation spécifique pour les lesbiennes.

Pendant ce temps-là, l'extrême-droite monte que ce soit dans les sondages ou dans la rue et fort de ce climat réactionnaire, raciste et LGBTIphobe, les fascistes se mettent à attaquer le mouvement ouvrier, les personnes racisé-e-s, les LGBTI, les militant-e-s antifascistes...

Dans cette situation, nous militant-e-s LGBTI, nous refusons de rester dans une stratégie de lobbyisme. Nous refusons d'être une caution soi-disant progressiste du gouvernement et de ses institutions, car c'est le système qui est source de nos oppressions. Nous n'avons rien perdu de nos forces collectives pour une révolution de la société, de la volonté de la création d'un avenir commun et différent que celui qu'on voudrait nous imposer. Au contraire, nous voulons reprendre le chemin des luttes, mais des luttes qui gagnent. Pour cela, nous devons construire une riposte massive dans la rue autour de mot d'ordre clair et en unifiant nos luttes : celles du monde du travail, féministes, antiracistes, antifascistes et LGBTI pour changer la société.

Que notre rage et notre colère nous portent pour crier, chanter, danser ensemble le 26 juin !

Nous revendiquons :

- La PMA pour tou-te-s accessible et gratuite
- L'abolition de toute loi ayant pour but ou effet de criminaliser les travailleur-euse-s du sexe
- La régularisation de toutes les personnes sans-papiers
- Le refus que la police soit présente dans nos mouvements, celle-ci restera toujours le bras armé de l'État, elle a pour but de maintenir le pouvoir et de nous réprimer. Les mouvements LGBTI se sont formés en réponse aux violences policières, de l'insurrection de Stonewall aux luttes pour les droits humains des femmes trans, travailleuses du sexe et migrante criminalisées
- Le refus du *pinkwashing* : ni les entreprises, ni le gouvernement, ni aucun État ou parti colonialiste ne doivent s'approprier nos luttes.
- L'autodétermination des personnes trans et intersexes, l'abolition de la mention de sexe à l'état civil, le libre accès aux parcours de transition

Nous voulons dégager le gouvernement Macron et l'extrême droite, mais pour cela nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Alors, rejoins-nous dans le Pôle des Luttes !

Premiers signataires :

